

# **Renforcement de l'appui aux services et aux agents**

## **Système d'inspection du travail & Services chargés de l'emploi**

### **1) Objectifs**

- L'appui est un élément essentiel du soutien aux services et aux agents et de la prévention des risques ;
- Depuis le PMDIT, l'appui aux agents du système d'inspection du travail a été renforcé tant au niveau national qu'au niveau territorial ;
- Les besoins restent importants et il convient de poursuivre le renforcement de cet appui ;
- Les missions des services emploi évoluent sous l'effet conjugué de plusieurs paramètres : modification des dispositifs existants, décentralisation...

Il revient à l'administration centrale d'accompagner ces évolutions afin de favoriser l'adaptation des agents à leurs nouvelles missions et favoriser les échanges grâce à de nouveaux outils à leur mettre à disposition.

La nouvelle organisation doit prévoir les modalités de travail transversal du champ travail et du champ emploi.

### **2) Description des actions**

Les actions sont de plusieurs natures et niveaux. Pour le SIT :

Outre l'installation des RUC comme acteurs clés de l'appui de proximité, il est prévu les mesures suivantes :

- Au niveau national une procédure qualité va être mise en place afin de garantir un délai de réponse satisfaisant et une meilleure diffusion des réponses de principe ;
- L'appui au renforcement de la qualité des LSP sera poursuivi notamment par des sessions de formation de la DGT et l'animation du réseau des contre- enquêteurs régionaux ;
- Un état des lieux des besoins des outils d'appui (guides méthodologiques, etc.) va être réalisé dans chacune des DIRECCTE/DIECCTE afin d'identifier les besoins d'appui des agents du système d'inspection du travail : agents de contrôle, agents des cellules pluridisciplinaires, agents des services de renseignements. A partir de cet état des lieux chacune des DIRECCTE/DIECCTE proposera un plan d'action territorial et transmettra à la DGT les besoins devant être pris en charge au niveau national ;

Pour les services chargés de l'emploi :

- Mise en place d'un réseau national « animation territoriale », associant des responsables de pôles 3<sup>E</sup>, des responsables d'UT, des DA Emploi et des CDET : SHAREPOINT dédié, groupes de travail pour échanger sur les métiers: second semestre 2014 ;
- Mise en place de la nouvelle fiche métier des CMAT (futurs CDET) : rédigée dans le cadre d'un groupe de travail composé d'agents des DIRECCTE, cette fiche, présentée au CTM de mai et communiquée ensuite aux services, sera accompagnée par la mise en place d'un cycle de formation professionnelle continue des CMAT /futurs CDET : 6 sessions prévues dès 2014.
- Réunion de l'encadrement supérieur sur la gouvernance quadripartite et l'animation territoriale des politiques d'emploi à l'INTEFP : seconde quinzaine de juin ; accompagnement par le SG MAP de la mise en place de la gouvernance régionale quadripartite liée à la loi du 5 mars 2014 : démarrage des travaux en juin 2014 dans quatre régions (Franche-Comté, Rhône-Alpes, Centre et Basse-Normandie), livrables en septembre/octobre 2014 ;
- Définition et diffusion d'une « doctrine » en matière d'animation territoriale des politiques d'emploi par note DGEFP (automne 2014) ;
- Rédaction des nouvelles fiches métiers RUT et DA emploi avec des groupes de travail *ad hoc* ;
- Relance de l'animation des SRC et explicitation des nouveaux pouvoirs prévus par la loi du 5 mars 2014: journées de mobilisation à l'INTEFP destinées à l'ensemble des personnes relevant de ces services les 12 et 13 juin ;
- Refonte des fiches relatives aux dispositifs d'aide aux entreprises (DGEFP/DGCIS/DG Trésor) ;
- Diffusion d'un référentiel des pratiques d'animation des pôles 3<sup>E</sup> ;
- Diffusion d'une synthèse nationale des diagnostics réalisés par les pôles 3<sup>E</sup> dans le cadre des schémas régionaux « ministère fort » ;
- Pour les services FSE, réflexion engagée avec la DRH et la DFAS sur la possibilité de recruter en CDD sur financement assistance technique.

### 3) Calendrier

- Note DGT sur les règles de traitement des demandes des services déconcentrés en juillet 2014 ;
- Remontée de l'état des lieux des DIRECCTE et de leur plan d'action pour le 30 septembre 2014 ;
- Plan d'action national élaboré par la DGT pour le 31 décembre 2014.
- Pour les services chargés de l'emploi : mise en place de mai à septembre 2014.
- Pour les services chargés de l'emploi : outils mis à disposition au second semestre 2014.